

LE PLÉBÉIEN

SOCIOLOGIE — ARTS — LITTÉRATURE

Paraissant tous les 15 jours

ABONNEMENT :

Belgique : un an, **2 francs** ; six mois, **1 franc** ;
trois mois, **50 centimes**, payable d'avance.
Etranger : un an, **3 francs** ; six mois, **1 fr. 50** ;
trois mois, **1 franc**.

Adresser tout ce qui concerne *Le Plébien*
au Secrétaire de Rédaction :

H. SEVRIN, rue Beau Jardin, n^o 2, à Ensisval.

Le Plébien rendra compte de tout ouvrage
dont un exemplaire sera envoyé à la Ré-
daction.

SOMMAIRE

Assassinat industriel.
Les meneurs.
Bulletin des grèves.
Mouvement socialiste en Suisse.
Revue de la Presse.
Mouvement social.
Psychologie du Militaire professionnel.

L'ASSASSINAT INDUSTRIEL

Lorsqu'un misérable être plante son couteau dans le dos d'un passant afin de lui voler sa bourse, toute la force de la loi est mise en mouvement, gendarmes, juges et bourreau ; cet être détraqué, qui peut être plus victime que coupable, ne bénéficie même pas de la pitié que l'on accorde au loup traqué et tué dans une battue. C'est de la justice, soit, je ne discute pas, je constate.

Lorsqu'un homme réunit dans un atelier puant ou dans un bureau infecté des ouvriers ou des employés qui peinent pour lui gagner une fortune, lorsqu'il abrège la durée de leur vie, en rognant sur leur temps et sur leur salaire, en les soumettant au despotisme écrasant de la machine ; ne commet-il pas un crime aussi abominable que celui du rôdeur dont je viens de parler ? Serait-ce la lenteur du crime qui en atténuerait l'ignominie ? mais alors l'empoisonnement lent par l'arsenic devient donc une action vertueuse ?

J'ai la conscience si singulièrement faite que je n'arrive pas à trouver la moindre différence entre le coup de poignard du voleur de grand chemin et la mort lente à laquelle l'industrialisme condamne ses victimes ; si, pourtant, il y a une différence, c'est que le vulgaire assassin a du moins le bon goût de ne pas nous prêcher la morale et n'exige pas que l'agonie de sa victime soit respectueuse. — *Etre un grand industriel, c'est être un grand fauve, car la renommée du patron se mesure à l'étendue du cimetière qu'il a peuplé.*

Ainsi, dans certains métiers, l'ouvrier livre chaque jour une bataille où il expose sa vie, tels les charpentiers, maçons, couvreurs, mineurs, etc.

Dans d'autres métiers il n'y a même pas bataille, l'ouvrier est irrémédiablement condamné à mort dans un temps donné ; tels ceux qui sont soumis à l'action des poussières de plomb, du mercure, du blanc de céruse, etc.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que cela est inévitable ! Toutes ces sortes d'homicides peuvent être évitées, mais elles ne le seront jamais sous l'organisation sociale actuelle, parce que pour les éviter il faudrait augmenter les frais généraux et tous les patrons s'attachent toujours à réduire ces frais afin de réaliser de plus grands bénéfices.

Veut-on un exemple ? Ce n'est qu'après de nombreuses grèves que les ouvriers fondeurs ont obtenu la substitution de la fécule à la poussière de charbon qui leur encras-
sait les bronches.

Veut-on des chiffres ? J. Chamberlain, maire de Birmingham, a cité un rapport du docteur Lée qui établit qu'à Manchester, la vie moyenne pour la classe aisée est de 30 ans ; pour la classe ouvrière, 17 ans ; à Liverpool, pour la classe aisée, 35 ans ; pour la classe ouvrière, 15 ans.

« On sait les horribles ravages fait dans le corps humain par le phosphore, qui carie les os et détruit les dents, par la sulfure de carbone qui produit la folie, écrit Paul Ming dans la *Question sociale*.

« Par la fabrication du vert de gris, faite par des femmes qui ne peuvent résister plus de trois ans à ce meurtrier travail ; par la production du blanc de céruse et du plomb, dont on connaît les atroces coliques, qui détruit peu à peu l'organisme de ceux qui les manipulent. Et le plomb, ses sels ou ses succédanés sont employés dans plus de cinquante métiers différents.

« Le docteur Hirt prétend que l'on trouve 21 pour 100 de phthisiques dans les ouvriers travaillant le plomb : le cinquième !

« Pour ceux qui se livrent à l'extraction du minerais, c'est pire encore et le docteur Frost affirme que sur 1000 ouvriers, 870 sont malades.

« Quant à l'empoisonnement par le blanc de céruse, il est épouvantable, car les docteurs Meurlin, Besplat, prouvent que la fabrication de la céruse donne annuellement 60 malades pour 100 ouvriers. Au point de vue de la reproduction, les effets de l'intoxication saturnine sont plus désastreux encore chez les mères saturnines — car les femmes aussi travaillent la céruse ! — sur 27 grossesses, il y eut 22 avortements, 4 enfants mort-nés, 1 seul vécut. Quand les pères sont seuls atteints de saturnisme, sur 12e grossesses il y eut 82 avortements, 9 mort-nés, 25 enfants moururent avant l'âge de 7 ans, 4 seulement vécut et combien chétifs et malingres ! quant aux ouvriers travaillant dans les filatures et tissage, on sait qu'un grand nombre deviennent poitrinaires par la respiration continuelle des poussières malsaines des laines et cotons. Si nous passons aux travailleurs de pierre, le docteur Napias constate que sur 100 tailleurs de pierre, 80 meurent phthisiques ; 70 pour cent sont atteints de cette maladie chez les aiguiseurs et les tailleurs de limés ; 45 lithographes sur 100 sont aussi malades de tuberculose. Faut-il parler aussi du mineur qui lui aussi est atteint directement par tous les gaz viciés qu'il aspire, et les accidents de mines tels le grisou, éboulement, etc., etc., et les accidents des chemins de fer, des chantiers, des fabriques, qui se chiffrent par milliers et milliers chaque année.

« Voilà donc cette exploitation qui fait chaque année des milliers et des milliers de victimes pour procurer des dividendes aux capitalistes.

« La voilà donc la cruelle meurtrière, la grande dévoratrice des vies humaines, c'est l'industrie, c'est l'exploitation, qui, en obligeant des hommes à travailler de longues

heures dans d'atroces conditions, les assassine peu à peu, prend leur vie en échange d'un peu de pain.

« Les voilà, les réels crimes sociaux :

« Comptez les victimes ouvrières, MM. les journalistes, et vous verrez qu'un grand nombre de ceux qui meurent dans la classe ouvrière ont été assassinés par vos amis les capitalistes.

LES MENEURS

(SUITE, VOIR LE N^o 22)

Meneur, dites-vous ! mais quelle est donc la signification de ce mot ? N'est-ce pas une simple variante de chef, de patron, de maître ? Ce nom n'implique-t-il pas le droit de commander ? et le socialisme, le vrai (pas le socialisme chrétien ou bourgeois que l'on a trainé dans la boue des combinaisons électorales) n'a-t-il pas pour base la liberté de penser et pour but de permettre à chacun des hommes d'agir conformément à sa pensée.

Le socialisme a pour devise « *Ni Dieu ni maître* » et conséquemment *ni exploiteur ni meneur*.

On nous objecte qu'il faut toujours un maître à l'atelier. Mais est-ce que les ouvriers ne vont pas toujours seuls au travail ?

Est-ce que telle fabrique chôme pendant que le patron est en voyage de plaisir en Italie, en Espagne ou en France ? Est-ce que les actionnaires de diverses sociétés vont diriger leurs exploitations ? Rothschild, le principal actionnaire des mines du Borinage, a-t-il jamais descendu dans un puits ?

Sait-il seulement l'endroit où se trouve telle ou telle mine dont il est le principal bénéficiaire ? Non, et de fait le patron est déjà supprimé. En somme, nous pouvons nous passer d'eux. Il y a certes pour le remplacer les ingénieurs, les dirigeants, etc. Dans la société avachie que nous subissons, ces intermédiaires sont toujours du côté du capitaliste parce que seuls ceux qui prostituent leur intelligence bénéficient des faveurs du maître.

Dans la société de nos rêves, les intelligents les aptes, comprendront, si réellement ils sont intelligents, que leur intelligence n'équivaut à rien si elle n'est secondée par les forces musculaires des autres et que, par conséquent, *les facultés des uns complétant celles des autres il y a équivalence, égalité.*

Cette idée, mère du socialisme, de se passer du capitaliste et du patron pour la production, l'échange et la consommation, rencontre encore pas mal d'incrédules même parmi les chefs du Parti Ouvrier. Anseele notamment a dit en pleine Chambre « *La mine aux mineurs ou l'usine aux travailleurs, ce n'est pas du socialisme c'est de l'anarchie* ». Seulement Anseele oubliait, peut-être à dessein, qu'*anarchie et socialisme* sont un, parfaitement inséparables. Que chaque fois qu'un groupement ouvrier

quelconque veut tenter un essai de réalisation socialiste si minime soit-il, il se voit obligé de passer par dessus ses principes pour admettre et appliquer les principes anarchistes, tout en les atrophiant.

Exemples : Le Parti Ouvrier a pour devise « *A chacun selon ses mérites* » et dans la répartition des bénéfices de ses coopératives la logique l'entraîne à admettre la devise anarchiste « *A chacun selon ses besoins* ». Il répartit les bénéfices non d'après le mérite respectif de chacun de ses membres mais proportionnellement à la quantité de pains consommés, c'est-à-dire « *A chacun selon ses besoins* ».

II. A Carmaux, toutes les fortes têtes socialistes étatistes promettent aux grévistes prompt victoire par l'intervention des pouvoirs publics.

« L'Etat, la magistrature, l'armée, clame Réséguier, ont pour mission, d'assurer la libre exploitation des pauvres par les riches. » Le maître ayant parlé, les valets s'inclinèrent et, à commencer par le Président Brisson, ce fut à qui retirerait son épingle du jeu.

L'initiative privée, sans tambour ni trompette, est venue encore une fois faire simplement ce que toute la kyrielle de sguoulards n'a pu faire et quoique cette initiative privée se soit servie de l'intermédiaire des collectivistes Jaurès, Millerand et Rocheford, ceux-ci se sont vus, une fois de plus, obligés de fouler aux pieds leurs principes pour admettre le principe de la verrerie aux verriers, principe essentiellement communiste anarchiste.

C'est que l'on ne transige pas avec les lois de la logique. Il ne suffit pas d'être habile orateur, pour enchaîner l'esprit humain à une mensongère formule. Le bon sens humain se révolte et ne se soumet pas à une prétendue *forme transitoire* faite de contradictions et d'antinomies, que veulent lui imposer certaines intelligences jalouses d'élever à la hauteur d'un principe leur propre aberration.

La vérité est une et indivisible, elle ne se trouve que dans l'un des termes d'une alternative entre lesquels il faut opter. Propriété-autorité ou communisme-anarchisme. Entre ces deux alternatives pas de juste-milieu possible, pas d'époque transitoire nécessaire. Nier une c'est affirmer l'autre.

Le communisme-anarchiste est donc le pivot autour duquel gravitent tous les systèmes socialistes ; le centre vers lequel une invincible attraction les ramène. Il est en un mot le *socialisme*.

Or, si l'effort des collectivistes amène de tels résultats ; si historiquement les faits et l'enchaînement des circonstances les entraînent à aboutir en fin de compte au communisme pur, ne sommes-nous pas en droit de considérer le collectivisme, non comme une étape vers le mieux-être, mais comme un simple accident dans la marche normale du progrès ?

(A suivre.)

H. SEVRIN.

BULLETIN DES GRÈVES

Les tristes individus autoritaires qui s'affublent de l'étiquette socialiste, ne sachant eux-mêmes ce que veut dire ce mot, sauf leurs idoles bien entendu, le falsifiant d'après leurs intérêts personnels qu'ils placent au-dessus de tout, lui donnant les interprétations les plus diverses suivant les localités qui sont l'objet de leur sollicitude, suivant les électeurs à qui ils s'adressent pour capter leurs voix, tantôt jurant leurs grands dieux qu'ils n'en veulent pas à la petite propriété, ni à la religion, tantôt voulant renverser tout, en sont arrivés à ne plus savoir à quels saints se vouer pour faire montre encore d'un reste de pudeur

qu'ils n'ont plus depuis bien longtemps. C'est ainsi qu'en France ils viennent de fonder un *grrrand* journal socialiste-étatiste qui aura pour but de supprimer, dans la mesure du possible, les innombrables petites chapelles qui surgissent chaque jour dans le sein de leur parti où tout homme intelligent et indépendant peut se rendre un compte exact du degré d'ambition auquel ils sont arrivés ; et ils n'aperçoivent pas que c'est précisément la soif du pouvoir qui les divise parce que leur seul souci est de se tailler des sinécures à seule fin de pouvoir vivre dans les conditions de ceux qu'ils veulent détruire, c'est-à-dire les infâmes bourgeois, comme ils disent, au moyen du bulletin de vote, arme bien inoffensive, s'il en fut.

Quiconque assiste à leur meeting s'en rendra facilement compte en les entendant clamer sur tous les tons que le seul et unique remède aux maux dont souffre le travailleur est de les envoyer siéger au sein du Parlement. Seulement, il est très regrettable pour eux qu'il arrive des faits, tous les jours plus nombreux, qui viennent leur donner les démentis les plus formels et tellement catégoriques qu'ils n'en parlent jamais, soit dans leurs journaux ou dans leurs réunions, dans la crainte de désillusionner les malheureux qui commettent la bêtise de les croire :

Voici un fait, entre mille, qui édifiera l'homme capable de raisonner par lui-même, fait qui est de la plus scrupuleuse exactitude et qui émane du rédacteur en chef de l'organe (*Arbeiterstime*) *La Voix de l'Ouvrier*, de Zurich (Suisse).

On se souviendra aisément que les socialistes étatistes citent toujours la Suisse, comme le pays le plus avancé dans la démocratie et comme ayant réalisé presque entièrement le programme du parti socialiste belge : la nation armée, la législation du peuple par le peuple, etc., etc.

Eh bien, ce pays de démocratie n'a absolument rien à envier au Czar de toutes les Russies, ni à l'Empereur d'Allemagne, comme on le verra plus loin.

La corporation des tailleurs de Davos canton des Grisons (Suisse) se met en grève pour diverses raisons aussi légitimes les unes que les autres ; ils décident d'organiser une réunion, à laquelle seraient invités tous les patrons, à seule fin de se mettre d'accord.

Le 6 novembre, jour de la réunion, les grévistes arrivent au local choisi à cet effet et sont bientôt rejoints par leurs antagonistes. La discussion s'engage entre les parties, elle s'échauffe, et finalement un individu qui se trouvait parmi les patrons se lève et lance cette phrase qui caractérise si bien la pensée de tous les exploités :

« Vous, tailleurs misérables, devriez être contents qu'on vous donne à manger ! »

Sur cette apostrophe, la séance fut levée dans une très grande agitation, et sans résultats, cela va sans dire.

Une deuxième réunion fut ensuite organisée pour le samedi suivant, mais celle-là devait finir tout autrement que la première.

Dans l'intervalle de la première et de la deuxième réunion, les patrons n'avaient cessé de souffler la haine contre les grévistes et s'étaient assurés le concours de quelques bretteurs de renom qui devaient les accompagner le samedi suivant.

Le jour fixé les grévistes veulent se rendre au local, mais à peine arrivés ils reçoivent des coups de chaises, de bouteilles et de différents instruments tranchants. Les lampes électriques sont éteintes et une lutte terrible s'engage corps à corps, bientôt le sang coule avec abondance, l'hôtelier et l'hôtesse sont terrassés et doivent laisser faire. Après avoir démolé tout le rez-de-

chaussée, les bretteurs montent au premier et font de même avec les meubles qui s'y trouvent. De là, ils se rendent au local des grévistes et vont recommencer leurs abominables carnages, en y laissant un des leurs qu'ils avaient presque assassiné croyant en avoir à faire à un gréviste.

Le lendemain les autorités font leur enquête et constatent, à la grande stupéfaction de tout le monde, que le tort n'est pas du côté des assaillants, mais bien du côté des grévistes qui ont eu le tort de ne pas recevoir des blessures mortelles. Ceux qui n'avaient pas été portés mourants à l'hôpital passèrent au tribunal de leurs districts, qui naturellement les condamna.

Il a été reconnu après que le tort était du côté des patrons ; mais comme il fallait avant tout sauver la propriété de ces derniers, ce qui a été admirablement fait, du reste, par les autorités en question plus haut, on a laissé les choses comme elles étaient.

Eh bien ! franchement, qu'en dites-vous de ces autorités protectrices du patron, de l'exploiteur, créées par un gouvernement démocratique, issu du peuple, créé par le peuple, n'apercevez-vous pas qu'un gouvernement, qu'il soit créé par n'importe qui, est forcé de protéger la propriété, cause de tous vos maux et que ce n'est que par la suppression de tout cet attirail autoritaire que vous parviendrez à d'autres résultats plus heureux que ceux que vous obtenez en vous nommant des maîtres.

PASSE-PARTOUT.

Le Mouvement socialiste en Suisse.

(Voir notre numéro 21.)

Il arrive bien souvent que les camarades d'une ville quelconque, invités à fonder un syndicat, répondent : « *Nous ne pouvons pas le faire car les patrons se sont entendus et nous renverraient au moindre signe de la part des ouvriers* ».

Les patrons ont des listes noires pour y inscrire les noms des suspects de socialisme. Pour les peintres et les menuisiers qui, en cherchant bien, peuvent arriver à s'occuper sans l'intermédiaire du patron, ces listes sont sans résultat. Mais d'autres branches du travail ont eu énormément à souffrir à cause de ces listes infâmes.

Tels, les vitriers de Zurich qui, le 23 septembre dernier, se mirent en grève en demandant :

1° L'abolition des listes noires, établies par les patrons prétendument contre les ouvriers incapables de mériter la paie moyenne, mais dirigée en réalité contre le syndicat ou contre ceux qui voulaient le créer.

2° Que le Conseil arbitral fût entièrement entre les mains d'ouvriers, sous le contrôle des patrons.

14 patrons occupant 52 ouvriers acceptèrent les réclamations des grévistes tandis que 19 autres patrons occupant 101 ouvriers les refusèrent.

Sous l'inspiration d'un soi-disant *social-démocrate*, ancien membre du Comité fédéral des syndicats fondateurs du syndicat des vitriers qu'il combat maintenant avec la haine commune aux renégats, la minorité se rallia à la majorité et les patrons se déclarèrent solidaires dans leur lutte contre les ouvriers.

De tous les patrons, ce fut l'ancien ouvrier, le parvenu qui se montra le plus intolérant.

Cet homme qui répond au joli nom de *Weisheit* (sagesse) proposa et fit admettre par l'assemblée des patrons la déclaration suivante :

« Considérant que la grève est un moyen

brutal renfermant le caractère de violation de tous les droits et de toutes les lois existantes; qu'on peut la comparer à un coup de poing appliqué au visage de tout employeur chez qui elle se déclare, décide de la combattre à outrance afin d'assurer par tous les moyens possibles le droit et la liberté d'actions des industriels ».

Ce considérant (que nous n'apprécions pas, ce serait superflu) était signé par :

Le Comité central des patrons et industriels de Zurich.

Les ouvriers non grévistes et notamment les menuisiers se déclarèrent solidaires de grévistes et finalement la grève finit par une entente entre patrons et ouvriers.

* * *

De tout ceci, il résulte : qu'en Suisse, quoique le capital soit répandu dans un assez grand nombre de mains, les patrons savent parfaitement se fédéraliser et centraliser leurs moyens d'actions pour conserver leurs privilèges; que la grève générale de tous les ouvriers aurait seule chance de triompher complètement de l'organisation patronale, car la résistance des patrons ne peut jamais être de longue durée, à cause que les petits patrons, et ils sont le grand nombre, vivent au jour le jour et que pour eux la grève c'est la ruine.

Etant donné l'organisation de patrons et capitalistes suisses, il n'y a guère moyen d'arriver à la grève générale que par l'organisation des Syndicats professionnels, reliés entre-eux par la seule conscience de la réciproque solidarité, par la transformation du Comité fédéral des syndicats en une espèce de parlement du travail agissant sous le contrôle de tous et dont la mission consisterait à servir d'intermédiaire entre les divers syndicats. En un mot il faudrait pouvoir arriver à une organisation dans laquelle les groupes et les individus seraient assurés de la solidarité de tous, sans rien abandonner de leur autonomie ni de leur liberté de penser et d'agir. Dans un prochain article, je parlerai du mouvement en général et, dans un dernier, de notre mouvement, des indépendants et des anarchistes en particulier.

SLOVAK.

REVUE DE LA PRESSE

C'est le vendredi 15 novembre qu'est venue devant la Chambre française l'interpellation Dumas, qui désirait connaître les intentions du gouvernement sur l'abrogation de la loi scélérate contre les menées anarchistes.

Cette séance, comme toujours du reste, a été un véritable casse-cou pour les fantoches qui composent l'assemblée parlementaire.

Écoutons plutôt l'appréciation des faiseurs d'opinion publique.

M. Francis Charmes se plaint amèrement dans le *Journal des Débats*. Il nous raconte que la majorité s'est voulue faire aussi grosse que le bœuf et qu'elle a fait crever tout le monde en se faisant crever elle-même.

Puis, c'est M. Klotz, du *Voltaire*, qui constate le manque de courage de tous les députés, en même temps que l'effondrement des républicains du gouvernement qui ne forment plus qu'une écœurante ratatouille.

Arrive alors M. Hervé, dans le *Soleil*, qui compte sur ses doigts les tours de passe-passe que les différents groupes parlementaires se jouent entre eux pour le compte de la Nation.

M. Charles Bor, lui, est tout autre dans le *Rappel*. Il exprime un soulagement en voyant que le gouvernement veut prendre un balai pour nettoyer le parlement des

ordures qui s'y trouvent, mais comme il faudrait que le gouvernement commençât par se nettoyer lui-même, il a de grands doutes qu'on attendra encore longtemps.

Arrive ensuite M. Canely, dans le *Gaulois*, qui s'extasie devant la souplesse des radicaux « tournés comme des girouettes ».

Maintenant, lecteurs, voilez vos yeux, c'est le tour à Viviani, le grand socialiste de la *Petite République*, qui imite d'une façon étonnante le gamin qui, après avoir lâché tout dans son pantalon, s'en va trouver sa mère en disant qu'il ne le fera plus. Ceci au sujet du vote qu'ils ont émis, lui et ses amis, pour soutenir le ministère Bourgeois, ce qui, du reste, est constaté par M. Saint-Germain dans la *Paix*, quand il dit que l'attitude des révolutionnaires (mot employé par ironie sans doute) a été des plus stupéfiante, et que des croquemittaines de jadis, il ne reste plus que des marionnettes. (Attrappe, farceur.)

Cunéo d'Ornano, dans le *Petit Caporal*, est encore plus affirmatif quand il lance le trait suivant : « M. Charles Dupuy est bien » vengé, les collectivistes et les radicaux ont » ratifié la loi scélérate ».

M. Claudius Nourry, dans la *Presse Libre*, s'en frotte les fesses, tandis que le *Siècle* constate qu'on devrait envoyer tout le Palais Bourbon à Charenton, c'est-à-dire chez les fous.

Pour M. Bocande, de l'*Événement*, les députés parlementaires devraient mieux s'entendre pour mettre un ministère sur son dos.

M. Papillaud de la *Libre Parole* se fâche tout rouge et traite cette séance de comédie grotesque en exprimant l'espoir qu'elle finira bientôt et M. St-Julien dans le *Peuple Français*, ajoute que les plus modérés pas plus que les avancés ne valaient la dernière des croûtes.

Et voilà comment le monde oisif passe son temps, pendant que les producteurs suent et peinent pour leur fournir des rentes.

En Belgique, c'est encore plus cocasse, le lecteur se rappelle la campagne que les progressistes, sous la conduite des Féron et des Lorand, ont menée pour l'inscription dans la loi communale de la représentation proportionnelle et du Quorum, voici ce qu'ils disent aujourd'hui dans la *Réforme*, leur journal, N° 323 du mardi 19 novembre.

Si nous n'avons pas des conseillers au Conseil communal, c'est la faute aux électeurs qui n'ont pas votés pour nous, et s'ils l'ont fait c'est la faute à ce maudit Quorum qui ne constitue en lui-même qu'une véritable fraude légale, ce qu'il nous reste à faire maintenant c'est de démolir ce que nous avons édifié. Après M. Féron vient M. Lorand, qui verse des larmes de crocodile sur un accident qui est survenu à M. Quorum lors des élections; s'il ne s'était pas cassé la patte, dit-il, nous aurions eu des candidats élus. Comprenez qui pourra.

MOUVEMENT SOCIAL

LIÈGE.

Le Parti Ouvrier ayant fait placarder dans tous ses locaux qu'il était interdit de faire de la propagande anarchiste et de chanter des chants antipatriotiques, une partie de ses membres veut scissionner. Quant à nous, nous répondons à son ostracisme par le plus profond dédain. Dans leur meeting les chefs font appel à la contradiction, à l'exclusion des anarchistes, bien entendu. Ils nous refusent la parole sous prétexte qu'anti-parlementaire nous ne devons pas nous occuper de la politique, mais quand la tribune ne nous est pas accessible, nous entamons un colloque du fond de la salle avec l'orateur, qui, le plus

souvent, a appris son petit boniment par cœur et nos interruptions lui font oublier sa leçon, ce qui le force à quitter la tribune dont nous nous emparons. Dans certain meeting même, ils se sont sauvés sans avoir prononcé une seule parole.

WEIR CITY (KANSAS).

Tous les journaux révolutionnaires ont consacré des articles commémoratifs, rappelant le martyrologe de nos frères de Chicago. De nombreux meetings ont été tenus à cette occasion à New-York, Chicago, Milwaukee, Boston, Cleveland, Allegheny, Newark, Philadelphie, Brooklyn, Pittsburg, Weir City, etc.

A Weir City, les compagnons J. Hannon et Julien Bernarding ont évoqué les grandes figures des martyrs de Chicago et ils ont très habilement fait ressortir la différence de traitement que l'autorité bourgeoise réserve aux socialistes étatistes.

Tandis que la bourgeoisie dresse la potence pour les anarchistes, elle prépare des fauteuils pour les pseudo-socialistes et ceux-ci n'ont pas honte de siéger à côté de ceux qui ont versé le sang de nos martyrs.

SPRING VALLEY.

Le camarade Jean Brault, mis en liberté sous caution, doit comparaitre devant les assises du chef de discours séditieux, fin novembre.

EXTRAIT

DE LA

PSYCHOLOGIE DU MILITAIRE PROFESSIONNEL

par O. Hamon. (1)

CONCLUSIONS

Le but de la profession militaire est la guerre. Toute guerre implique nécessairement la violence se manifestant par des meurtres, des viols, des pillages, des incendies.

Les individus qui choisissent ce métier le font poussés par intérêt personnel; l'idée de dévouement à la patrie, à la collectivité n'est pour rien dans cette élection. L'appétence pour une existence débarrassée des soucis de la lutte pour la vie, avec un solde régulièrement payée, existence analogue à celle du fonctionnaire statal, mais ayant cet avantage de donner de la considération à ceux qui entrent dans la profession; le désir d'être vêtu d'un uniforme qui établit une distinction d'avec le commun des mortels et ouvre les salons mondains; la vanité de commander à d'autres individus qui devront obéir sans murmurer ou subir des peines énormes; une affinité naturelle pour ce métier dont la fin est toute sanguinaire; une insuffisante énergie et une incapacité, consciente ou non, pour se tailler dans le monde une place, aussi importante que celle ambitionnée, par des travaux littéraires, artistiques, scientifiques; un dégoût pour les affaires, le commerce, la finance ou une impossibilité de s'y jeter par manque de capitaux, sont les motifs avoués ou inavoués qui conduisent l'individu à entrer volontairement dans la profession militaire.

Ces individus sont des prédisposés à la violence par leur organisation psychique, résultante de leur organisme physiologique, de leur ambiance physique, éducationnelle, sociale. Par leur éducation professionnelle, l'accoutumance de leur profession et l'imitativité naturelle à l'animal, ils sont progressivement amenés à une anesthésie morale qui se complique souvent d'une analgésie

(1) Volume à fr. 3.50; 2.75 au *Plébéien*.

physique. De là résulte un mépris pour la vie humaine et la douleur, tant physique que morale. Cet état mental du professionnel militaire décèle sa moralité, caractérisant sa criminalité occulte par de la violence. On retrouve ce caractère « Violence » tout le temps, sous une forme plus ou moins atténuée, plus ou moins exaspérée.

L'éducation professionnelle provoque chez les individus le développement de l'esprit professionnel, survivance de l'esprit de clan, qui s'exagère par le fait du port de l'uniforme et de l'épée, signes distinctifs accompagnant l'individu dans toutes les phases de sa vie, véritable tunique de Nessus. De cet esprit professionnel, qui s'exaspère par la survivance mentale de la prééminence autrefois occupée par cette profession dans la société, sont résultées une infatuation profonde, une conviction enfantine d'une supériorité sur tous les autres humains.

Cette infatuation détonne dans la société actuelle, car la profession militaire y subsiste comme un témoignage d'une forme ancestrale d'utilité devenue absolument inutile. Elle est un pur organe parasitaire, en voie de disparition. Comme les organes vestigiaires de l'homme sont la preuve anatomique de sa descendance animale, de même l'organe vestigiaire « profession militaire » est la preuve de la descendance sauvage pour nos sociétés civilisées.

Cette infatuation, jointe à l'exercice d'un pouvoir pour ainsi dire sans frein, grâce à la solidarité, développe chez tous les professionnels cette véritable affection mentale que Lacassagne a appelé Césarite ; c'est celle qui, combinée avec la caractéristique « violence », engendre les formes de criminalité occulte afférentes aux attentats souvent sauvages, sur le subordonné, sur le pékin.

Chez tous les individus, membres d'une profession et se distinguant du vulgaire par des insignes temporaires (Magistrats) ou permanents (Militaires), la solidarité, sentiment général existant même chez l'animal (1) se restreint aux seuls collègues ou même à une section de la profession, s'il est des différences dans son sein. Elle ne s'étend point comme chez les autres hommes à une fraction plus nombreuse de la collectivité ou même à son ensemble, ou mieux encore à l'humanité entière.

Chez le professionnel militaire, la solidarité est absolument localisée dans son clan. A ce sentiment mesquin en fait, quoique dérivé d'un sentiment grand, viennent s'ajouter les autres phénomènes de la mentalité militaire : anesthésie morale, idée de supériorité, idée de possession des êtres sur lesquels le pouvoir s'exerce. Enfin s'y adjoint l'influence délétère de l'obéissance passive qui, chez l'officier subalterne, détruit le peu d'individualité qu'il pouvait posséder, le brise et l'automatise, car il voit, sent, pense et agit avec l'autorisation de son supérieur. Il n'a plus son moi, il n'est que le reflet de son supérieur. « Qui a obéi, écrit Renan, est un *capitis minor* souillé dans le germe même de la vie noble. » Cette obéissance passive rend l'individu servile vis-à-vis de ses supérieurs et, par une réaction naturelle, arrogant vis-à-vis de ses subordonnés. Toutes ces causes provoquent des actes analogues aux faits-types par nous cités.

La fin toute sanguinaire de la profession, les moyens en usage dans celle, la prédisposition des individus pour une parfaite adaptation à cette profession, les agissements de ces individus dont les exemples cités au cours de cet essai ne sont que des types, tout cela prouve une moralité fruste, analogue en beaucoup de points à celle des sauvages. Cette moralité fruste ne présente,

que bien atténué, le sentiment de justice si inhérent à la nature humaine ; cette immoralité, pas même affinée comme celle des individus civils de même couche sociale, a le mérite d'être nette, non celée le plus souvent par une hypocrisie qui rend si difficile pour le sociologue l'étude psychologique des professions.

Suivant la moralité militaire, le manquement à la moralité commune est d'une intensité blâmable ou pénale moindre que le manquement à la discipline militaire ; le renom du corps l'emporte sur toute autre considération et motive toutes les infamies ; le professionnel militaire a tous les droits sur les inférieurs et *a fortiori* sur les Pékins.

Une telle moralité justifie ce qu'écrivait A. Corre : « Assez de ces billevesées qui nous présentent le militarisme comme le *nec plus ultra* des beautés terrestres, les pépinières des grands cœurs, l'école où l'on acquiert le mépris de la mort et l'esprit de sacrifice. Le militarisme est une école de démoralisation et de misère. Je ne vois pas quel avantage l'homme trouve à préférer la mort à l'existence libre, non réduite par les privations utiles ; quant à l'esprit de sacrifice, il ne manque pas d'occasions dans la vie commune où le civil sait en donner des preuves avec un héroïsme moins tapageur et surtout plus désintéressé que le soldat par vocation (1) ».

C'est donc avec raison que N. Colajanni terminait, dans sa *Sociologia criminale*, le chapitre de la guerre et du militarisme par ces lignes :

« En résumé, la guerre et le militarisme engendrent le dégoût du travail utile ; favorisent la tendance à la paresse ; créent de nouveaux besoins chez les soldats sans les moyens adéquats pour les satisfaire ; réveillent tous les primitifs instincts féroces et égoïstes ; changent le respect du droit en un respect exalté de la force brutale ; conduisent au servilisme et à la prépotence ; mènent par les voies directes et indirectes à la misère, au suicide, à l'aliénation mentale, au délit. Tels sont les tristes résultats de ces sinistres institutions selon les preuves historiques et statistiques. »

(A continuer.)

Tombola du 24 novembre chez Hansenne.

Liste des lots non réclamés :

Le N° 548	gagne	une surprise.
" 996	"	boîte à savon.
" 383	"	2 boîtes à Thym.
" 60	"	<i>Histoire de Paris</i> .
" 70	"	beurrière.
" 137	"	<i>Cecilia</i> (5 volumes).
" 239	"	<i>Paroles d'un Révolté</i> .
" 757	"	service de table.
" 853	"	paire de sabots.
" 915	"	<i>Histoire de la régénération de la Grèce</i> (4 volumes).
" 141	"	un réchaud.
" 234	"	jouet.
" 950	"	2 vases.
" 997	"	sarprise.
" 128	"	pipe.
" 267	"	nécessaire à écrire.
" 223	"	<i>Voix du Cœur</i> (vers).
" 811	"	6 lithographies.
" 455	"	2 vases avec fleurs.
" 596	"	5 lithographies.
" 716	"	<i>L'Année historique</i> .

Les réclamer avant le 15 décembre. Passé cette date, ils seront considérés comme appartenant au Groupe pour continuation de l'œuvre de solidarité.

(1) *Almanach de la Question Sociale pour 1892*, page 96.

LES RÉUNIONS

La Jeunesse libertaire : tous les samedis à 8 heures du soir, rue de Dison, 180, Verviers.

Cercle d'études sociales : tous les samedis à 8 heures du soir et dimanches à 2 heures, chez Thiriart, rue des Récolettes, Liège.

Cercle d'études sociales : tous les dimanches, à 4 1/2 heures, chez Longrée Bon., rue Grand-Vinave, à Jemeppe ; on y invite cordialement tous les travailleurs qui s'intéressent à la propagande des journaux et brochures anarchistes.

Le groupe *Les Affamés*, de Spring Valley, se réunit tous les samedis, à 7 heures et demie du soir, chez Théodore Boulard (Salon Français).

Les Déshérités, groupe d'études sociales de Charleroi, se réunissent le 2^e et le 4^e samedi de chaque mois, salle Anton Goluke, Washington avenue. Tous les ouvriers de langue française de Charleroi et des environs sont cordialement invités à assister aux réunions. Adresser correspondances à P. Resnay, box 258, Charleroi, Pa.

Le groupe *La Revanche des Opprimés*, de Sunny Side, Pa., se réunit le 2^e et le 4^e dimanche de chaque mois. Adresse : Aug. Bisiaux, Sunny Side, Allegheny county, Pa.

Les Anti-Patriotes, groupe d'émancipations, se réunit tous les dimanches, à 2 heures de l'après-midi, dans son local à Weir City, Kansas. Tous les ouvriers sont cordialement invités à venir discuter la Question sociale.

Petite Correspondance.

L. B., Jemeppe. — J. Bernar. habite Box 81, à Weir City, Kansas.

B. D. — Nous n'avons pas parlé des élections parce que, étant donné la piteuse attitude des divers partis, ça ne valait réellement pas l'encre.

H. L., Flémalle ; M. D., Mariembourg ; H. Bouvigne. — Envoyons almanachs du Père Peinard dès que nous les aurons reçus.

P. J. Weyts, Engis ; H. L., Flémalle ; S. L. Spring Valley ; L. L., Jemeppe ; L. F., Liège ; L. F., Anvers ; G. Emancipation, Weir City ; F. V., Coalgate ; P. A., Bruxelles. — Reçu timbres et mandats. Merci.

Souscription en faveur du Plébéien.

Un ami, 0.10 ; Ni Dieu ni Maître 0.50 ; chansons par J. B., 1.65 ; collecte par J. H. chez Hansenne, 2.32 ; H. Zisly, Paris, 1.25 ; Cercle Aidons-nous, 4.50.

Souscription en faveur de la famille Schlébach.

Produit de la soirée intime du 24 novembre chez Hansenne, fr. 60 ; collectes par Léon C., 2.22 ; bénéfice de la fête du Cercle Aidons-nous, 2^e envoi, fr. 20.

Un camarade offre les six années de *La Révolte* reliée pour 40 fr.

S'adresser chez Hansenne, rue de Dison, 180, Verviers.

(1) Voir pour la solidarité chez les animaux, les belles études de P. Kropotkine dans la *Société Nouvelle*.